

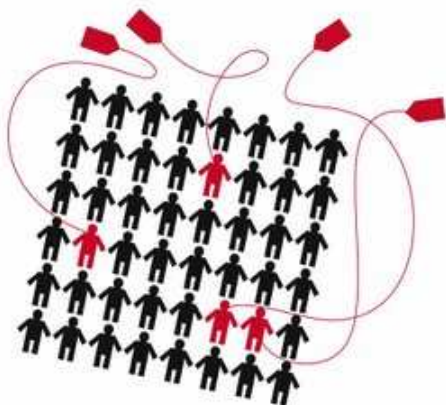
C'EST QUOI, LE NUMERO ZERO ?

Le Numéro Zéro est un média alternatif et participatif, basé sur la région stéphanoise. Il existe sous deux formes : un site internet où tout le monde peut publier des articles, qui sont classés par catégories, et une version papier gratuite, disponible dans différents lieux publics, qui rassemble les articles parus sur le site depuis la dernière version papier. Le site est créé grâce au logiciel libre spip, qui permet de créer des sites interactifs et/ou participatifs.

Le numéro zéro est un outil qui permet à tout le monde de publier des articles. Le but est de proposer d'autres informations que celles diffusées par les grands médias traditionnels, dont l'objectif principal n'est pas d'informer mais de gagner de l'argent, en disant ce que les gens veulent entendre ou en tombant dans le sensationnalisme pour augmenter l'audimat (pour résumer ...). Ce libre accès à la publication (sous réserve de respecter la charte) permet que les gens qui font et vivent l'actualité, qui se sentent concerné-e-s par un sujet, diffusent eux-mêmes l'information, et que cette tâche ne soit pas réservée aux professionnels-elles du journalisme.

Chaque article n'engage que son auteur, et tout le monde peut réagir ou apporter des compléments à la suite de chaque article (en cliquant sur "répondre à cet article"). Nous ne prétendons pas que l'information diffusée sur ce site est toujours fiable et objective.

Bien entendu, nous espérons qu'elle est le plus souvent fiable, mais nous ne sommes pas plus capables que vous de le vérifier. De plus il vaut mieux ne jamais trop croire qu'un article est objectif, car il reflète le point de vue personnel de son auteur. Par contre, sans prétendre à l'objectivité, nous espérons que les informations ne sont pas manipulées, que les points de vue sont argumentés, et que les lecteurs-trices utilisent leur sens critique pour construire leur propre point de vue grâce à elles et à d'autres sources.



**non à
 Edvige**

SOMMAIRE

- Page 2 : Les radios libres au crible du numérique
- Page 3 : Bonne nouvelle pour Radio Dio
- Page 4 : Compte-rendu du week-end sur la convergence des luttes de St-Etienne
- Page 5 : L'achèvement d'un monde suicidaire
- Page 5 : Tous à Vichy le 3 novembre
- Page 6 : Affichage libre : procès à venir à Lyon !
- Page 7 : Solidarité avec Jean Hugues
- Page 7 : Les attaques de La Poste du Serge, militant CNT
- Page 9 : CQFD à la vie, à la mort !
- Page 10 : Récits des expulsions illégales de ces dernières semaines
- Page 11 : De la criminalisation des mouvements sociaux au déni de démocratie
- Page 11 : Pour obtenir l'abandon du fichier EDVIGE
- Page 12 : CHILI : soutien à Elena Valera LOPEZ
- Page 13 : Italie : Solidarité internationale à "LIBERA"
- Page 14 : Agenda



LISTE DES LIEUX DE DIFFUSION DE LA VERSION PAPIER

Saint-Etienne :

- Raminagrobis : rue Georges Dupré
- L'entre-pots : place Jules Guesde
- Kiosque culturel de la fac de Tréfilerie
- Sauf imprévu
- Radio-dio (foyer clairvivre)
- Gran lux : rue de l'égalerie
- L'entrepot bellevue
- Librairie Lune et l'Autre - 19 rue Pierre Bérard
- Bold records : sous les arcades (hôtel de ville)
- Ecole des mines
- La Dérive : 31 rue Basse des rives
- L'Assomoir : rue de la Richelandière
- La ola : rue Elise Gervais
- Loulou cantine : rue Elise Gervais
- Le Sanaka : place Chapelon
- Les 1000 choses : rue antoine durafour
- Le Maki : 14 rue du 11 novembre
- Cinéma Le méliés & cinéma le France

Lyon :

- La gryffe : 7 rue Sébastien Gryphe, 7e
- De l'autre côté du pont : 25 cours Gambetta, 3e
- Le Café fait sa Broc' - 3 rue Dumenge, 4e



Les radios libres au crible du numérique

Appel / pétition des radios en lutte

Il y a plus de 25 ans, le mouvement des radios libres faisait tomber le monopole d'Etat sur la radiodiffusion et ouvrait la bande FM aux multiples expressions sociales, culturelles, politiques et musicales - aujourd'hui, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel lance la radio numérique terrestre (RNT) dans des conditions qui mettent en péril les actrices et continuatrices de ce mouvement, les radios associatives non commerciales, dites de catégorie A.

Le remplacement de la diffusion en FM par celle en numérique est présenté comme une évolution strictement technique, permettant de diffuser davantage de stations et d'associer au son des données supplémentaires (nom de l'émission et des invités, publicités, pochettes d'albums, météo...). Nous y voyons une mise en danger des radios associatives non commerciales, une volonté d'uniformisation du paysage radiophonique et la consécration d'une conception technocratique de l'audiovisuel. La "diversité" numérique s'annonce davantage comme la multiplication de programmes clonés que comme une ouverture aux alternatives, aux minorités et aux expérimentations.

Une logique de colonisation

La confusion et la précipitation dans lesquelles se fait cette transition jouent en faveur des industriels, des antennes commerciales et des grands réseaux de radios : principaux bénéficiaires de la radio numérique, qui leur permettra d'accroître leur maillage du territoire, ils sont aussi les seuls à disposer des compétences techniques et des outils financiers qu'elle impose. Une consultation publique organisée en octobre 2006 par le CSA mentionne de manière explicite les inquiétudes des associatives (cf. [ici](#)), sans que l'appel à candidatures numériques de 2008 en tienne aucunement compte. Ce dernier a été lancé de manière abrupte, sans concertation et sans que la spécificité des radios de catégorie A soit prise en considération : prioritaires sur le premier appel mais pas sur les suivants, on les contraint à demander une fréquence numérique sans leur donner les moyens de l'exploiter. Elles qui n'ont pas d'intérêt particulier à passer au numérique, étant

donné qu'elles diffusent en local et ne seront pas nécessairement en mesure ni désireuses de développer les fameuses "données associées", risquent tout simplement de se retrouver sans aucune fréquence lorsque la bande FM sera éteinte. L'Etat, les réseaux et les industriels organisent et vantent la ruée vers le numérique, mais dans le même temps les fréquences associatives non commerciales sont averties, comme aux débuts de la FM, que les places seront rares : l'éviction d'un certain nombre d'entre elles se prépare ainsi, à un moment où dans leur ensemble les médias du tiers secteur, c'est-à-dire associatifs et non commerciaux, sont précarisés plutôt que soutenus.



Une logique de rentabilité

Les radios de catégorie A sont principalement subventionnées par le Fonds de Soutien à l'Expression Radiophonique (FSER), créé suite à la libération des ondes, et approvisionné par une taxe prélevée sur les revenus publicitaires de l'audiovisuel commercial et public. La fin de la publicité annoncée sur les médias de service public risque d'entraîner dès 2009 une baisse de 30% des fonds du FSER, donc une coupe proportionnelle des subventions qu'il reverse aux antennes non commerciales. Le passage au numérique, censé se faire au même moment, représente un coût considérable pour les radios : investissement en matériel, formation à la nouvelle technologie, et double diffusion (sur la bande FM et sur la

bande numérique) à assurer pendant plusieurs années. Or à ce jour, non seulement aucune compensation du FSER n'est décidée pour qu'il puisse maintenir ses subventions, mais aucun financement spécifique n'est effectif pour le passage au numérique - et ce dans un contexte de baisse généralisée des aides publiques, qui affecte l'ensemble du secteur associatif. Lors de la consultation publique du CSA, proposition a été faite d'adopter le must-carry : en vigueur notamment aux Etats-Unis, il oblige les diffuseurs à héberger gratuitement les antennes locales sans but lucratif - la suggestion n'a pas été retenue. La réalité des radios sans publicité ni profit est tout simplement ignorée dans ce passage au numérique - il en va d'elles comme, par exemple, des minimas sociaux, de certaines prises en charge médicales, ou de la recherche fondamentale : ce qui n'est pas rentable pourrait aussi bien disparaître.

Une logique de contrainte

Actuellement, chaque radio choisit son diffuseur ou bien s'auto-diffuse, et émet ainsi sur la fréquence qui lui a été attribuée par le CSA. Avec le passage au numérique, les radios devront nécessairement passer par un nouveau prestataire technique appelé "multiplexeur", chargé de coordonner la diffusion de neuf programmes sur une même fréquence. Le multiplexage signe donc la fin de l'autodiffusion, et inaugure une double obligation : celle de transiter par un prestataire, et celle de se pacser avec huit autres radios pour être diffusées. Les tarifs des multiplexeurs seront fonction de la qualité d'écoute et de la nature des "données associées" - il existe donc un risque certain que ces prestataires privés jouent un rôle dans

l'attribution des places des radios (ce qui était en FM du ressort du seul CSA).

Une logique de verrouillage

Une norme unique de diffusion, nommée T-DMB (Terrestrial Digital Multimedia Broadcasting), a été imposée : il ne s'agit pas d'une norme audio mais vidéo, dont les tests en radio n'ont pas été convaincants, et à qualité sonore équivalente, elle est plus onéreuse et permet de diffuser moins de radios que d'autres normes. Elle a été conçue par des industriels sud-coréens pour la Télévision Numérique Coréenne. En 5 ans, seuls 20% de la population du pays se sont équipés. Étonnamment, la France est le seul pays en Europe à avoir choisi cette norme, nos voisins européens ayant opté pour le DAB ou le DRM (norme non propriétaire). Ce choix a été poussé par les antennes commerciales et les réseaux de radios, qui voient dans les "données associées" l'opportunité d'un nouveau support publicitaire et spectaculaire. Comme précédemment en matière de logiciels ou d'échanges de données, le numérique est employé pour verrouiller des accès alors qu'il aurait été l'occasion d'une plus grande ouverture.

Une logique de consommation

Les récepteurs numériques coûtent actuellement 6 fois plus cher qu'un transistor classique - leur prix va certainement baisser au fil des années, il n'en reste pas moins que de nombreuses personnes n'auront ni les moyens financiers ni l'aisance technique pour accéder à cette technologie. Un certain nombre de radios restées libres ont fait le choix, social, politique, culturel, de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas : les quartiers populaires, les non-professionnel-le-s, les non-spécialistes, les communautés immigrées, le mouvement social, les actrices et acteurs des luttes, les initiatives culturelles non commerciales... Alors que l'accès à internet reste encore très inégal, la radio numérique risque fort d'accroître le fossé en terme d'accès à l'expression, à l'information et aux nouvelles technologies. La radio, qui est en FM un média simple d'accès et quasiment gratuit, deviendrait un outil technologique discriminant.

Mais nous sommes illogiques, et nous durerons longtemps

Que les radios de catégorie A souhaitent ou non répondre à l'appel à candidatures

sur la RNT, elles sont de toutes façons piégées puisqu'elles n'ont en l'état aucun moyen d'émettre en numérique. Par conséquent, nous demandons : que la bande FM soit maintenue sur le long terme ; que le passage au numérique n'occasionne aucune suppression de radio associative non commerciale ; que soit réservée sur la bande numérique une part pour les radios de catégorie A au moins égale à celle de la bande FM ; qu'une procédure de déclaration d'intérêt soit mise en place immédiatement pour les radios de catégorie A émettant actuellement en bande FM, leur garantissant une priorité sur l'ensemble des appels à candidatures (et non seulement le premier), qu'elles puissent effectuer la transition vers le numérique quand elles le souhaiteront ; un doublement de l'approvisionnement du FSER, une subvention couvrant les frais d'équipement et d'exploitation numériques, et l'adoption en France du must-carry, c'est-à-dire l'obligation de diffusion gracieuse et équitable des radios associatives non commerciales par les radios de service public et commerciales.

Pour signer l'appel des radios en lutte rdv :

<http://radiosenlutte.free.fr>



Saint-Léanne > Associations

Bonne nouvelle pour Radio Dio

Après plus d'un an de mise sous tutelle judiciaire, Radio Dio a reçu un avis définitivement favorable du tribunal : l'association peut recommencer à voler de ses propres ailes. Ci-dessous, un message posté par un membre de la radio sur leur site :

"Salut,

Depuis mai 2007, la structure Dio était en dépôt de bilan, sous tutelle administrative et accompagné d'un mandataire judiciaire. Ce matin (mardi 16 septembre 2008) le tribunal de commerce vient de donner son verdict : Favorable. Ceci donne à l'équipe bénévoles et salariés qui s'est acharné à travailler sur les dossiers un sourire de bonheur et satisfaction. Les grands groupes de presses qui voulaient avaler le chat Dio (la fréquence) pour en faire un robinet à pub n'ont pas fait plier le petit poucet de la bande fm stéphanoise. Au contraire des forces vives ont redonné courage et niaque au 89,5. Les temps sont durs pour tous et cette période de sursis, longue et obscure, se termine avec la possibilité de refaire aujourd'hui ce que l'on aime avec un max de zen et de fun !!! Surtout ne pas oublier que la radio est endettée et qu'il va falloir retrousser ses manches afin de palier aux différents chantiers financiers qui nous attendent dans les mois, années à venir. Sur ce faites tourner le message, Radio Dio est là et encore là pour un bon paquet de temps !

Amicalement, Le cap'tain bob pour Radio Dio - contact[AT]radiodio.org"



Radio Dio s'écoute sur 89.5 FM à synthétienne et autour, et en direct aussi sur le site www.radiodio.org.



L'émission du Numéro Zéro sur Radio Dio

un jeudi sur 2 de 12h à 13h

+ Rediffusion le même jour à 17h. Depuis le 9 octobre



Compte-rendu du week-end sur la convergence des luttes de St-Etienne

Les 27 et 28 septembre derniers a eu lieu le premier week-end de convergence des luttes de Saint-Etienne. Le but de ce week-end était d'attaquer la rentrée sur une note contestataire en faisant se rencontrer les divers acteurs de la lutte stéphanoise.

Partant du constat qu'il est plus que nécessaire de s'organiser efficacement en plus grand nombre, et ce, particulièrement dans des situations d'urgence (rafles, expulsions de squats, arrestations arbitraires...) qui reposent sur la mobilisation rapide, la table ronde devait être le temps fort de la rencontre et permettre aux collectifs de se rencontrer, de discuter et d'arriver à mettre en place un outil pour prévenir le maximum de personnes en un minimum de temps.

A la table des discussions, se sont retrouvés-e-s :

- des étudiantes de l'IREIS (école des travailleurs sociaux), elles font partie du Collectif Rhone- alpin des travailleurs sociaux et se battent, entre autre, sur l'application du décret sur la gratification des stagiaires.
- le collectif étudiant (collectif autonome, sans étiquette), il est né avec le mouvement contre le CPE mais refuse de se cantonner dans les luttes estudiantines. Illes participent, entre autre, l'émission Papillon sur les prisons sur radio dio, au mouvement contre la biométrie, sans-papiers...
- Les faucheurs volontaires (à ne pas confondre avec les anti-OGM) qui pratiquent la désobéissance civique et sont victimes d'une violente répression.
- la CNT santé qui ont fait un bref exposé des risques de la privatisation de la santé en œuvre actuellement qui a des répercussions sur les salariés autant que sur les usagers, notamment les plus précaires
- RESF (Réseau Education Sans Frontière) ont présenté les actions

scolarisés et des sans-papiers en général dont ils réclament la régularisation.

- Solidarité Roms sont venus parler des problèmes rencontrés par les familles Roms expulsées cet été et les actions de soutien qu'ils mènent (subvenir à leurs besoins quotidiens et pression pour que la mairie les relogé).
- Le collectif des sans-papiers a présenté sa première action à venir : la journée d'information et le concert de soutien qui auront lieu le 15 novembre à Firminy (High Tone et Desert Rebel)

Un numéro d'urgence a donc été mis en place pour les alertes (06 43 96 33 81) pour rediffuser l'information le plus rapidement possible à la liste des gens qui ont laissé (ou vont laisser) leurs coordonnées.

Si vous voulez faire partie de cette liste, envoyez un email avec vos coordonnées (email+tel portable) à : contact@lenumerozero.lautre.net Pendant la journée, en plus des autres interventions/conférences/projections, il y avait le stand de sérigraphie artisanale de INKOOZING qui imprimait des T-shirts Numérozéro à prix libre, la friperie gratuite (qui est maintenant dans l'arrière salle du Ramina Grobis), un stand d'infos, et des ateliers (vidéo et rédaction d'article dans le numéro zéro).

Le lendemain, l'atelier de self-défense de Robin à la dérive, était vraiment classe (malgré le peu de sommeil et l'alcool de la veille) et il a été décidé d'essayer d'organiser bientôt un stage d'un week-end.

La prochaine rencontre de convergence des luttes aura lieu bientôt!

Retour sur la discussion avec le collectif anti-hiérarchie (CNT Education)

Deux copains de Paris, membres du Collectif Anti-Hiérarchie et de la CNT Education sont venus nous présenter le dit collectif lors de cette journée Convergence des luttes. Tout d'abord, ils ont fait un rapide historique du CAH dans l'Education. Puis ils ont développé les axes de luttes de ce collectif.

Le CAH « axe son intervention sur toutes les hiérarchies : réelles comme l'inspection – à intervalle régulier, 3 ans dans le primaire, 5 à 10 ans, un inspecteur de l'éducation nationale inspecte et note l'enseignant- ou imaginaire d'un directeur-collègue, d'un conseiller se prenant pour des chefs ». Le CAH refuse l'inspection qui est un procédé « invalide et infantilisant ». Le débat qui suivit vit clairement se dessiner deux camps : Ceux, - peu nombreux- qui refusent purement et simplement l'inspection et ceux qui l'acceptent car disent- ils elle peut et elle permet de faire évoluer la pratique professionnelle de l'enseignant et puis elle n'a pas lieu si souvent alors autant s'y plier.

Le débat ne demande qu'à être poursuivi car au delà du refus de l'inspection, le CAH entend « se battre contre les abus, dérives, pathologies liées aux fonctions d'autorité » mais aussi « réfléchir aux enjeux et modalités de la formation, de l'évaluation ». Ce qui s'est mis en place dans l'Education Nationale demande à être réfléchi dans d'autres secteurs de la Fonction Publique et ailleurs : comment refuser l'infantilisation du management mis en place pour mieux contrôler le travail...Par exemple, à la Poste, de nombreux agents refusent l'entretien individuel annuel...Alors à une prochaine fois?



Retour sur la rencontre avec Luis, un membre de Señal 3 La Victoria, télé communautaire Chilienne

Señal 3 La Victoria est une télé communautaire de la Población La Victoria au Chili, bidonville connu pour ses mouvements de résistance et de lutte contre la dictature et les inégalités subies par le peuple. Suite à la projection de deux films réalisés par des membres de cette télé, Luis a rappelé sur Señal 3, la première télévision communautaire, populaire, alternative et libertaire au Chili, s'est maintenue active ces dix dernières années mais risque d'être contrainte de fermer son antenne. Elle appelle ainsi un soutien actif international, voir <http://www.canal3lavictoria.cl/>.

"Señal 3 La Victoria est une Chaîne de Télévision pionnière dans l'histoire de la Télévision Communautaire du Chili, autonome, populaire et à but non lucratif, nous nous accordons avec notre époque et pensons que la télévision est un moyen de communication fondamental pour éveiller les consciences et permettre le changement social et la révolution culturelle dont notre pays a tellement besoin. Le fait d'être autonomes, animés d'une conviction politique et sociale, révolutionnaire intègre, ne nous a pas permis de trouver les ressources économiques suffisantes pour améliorer et professionnaliser notre travail. Nous comptons sur une grande force humaine qui, avec peu de ressources et beaucoup de créativité, parvient à transmettre des émissions qui offrent une programmation de proximité contrairement aux chaînes de télévision traditionnelles qui détournent l'information et se mettent au service du modèle dominant."

L'achèvement d'un monde suicidaire

Répandre la peur pour cacher les richesses. La confiance a disparu et la finance dérive en terre inconnue. La crise est nouvelle et personne ne sait ce qu'elle va devenir. Les banques sautent, la bourse perd les pédales et tout le monde attend ce qu'il va arriver. Le marché devait être régulateur, mais il n'a jamais régulé que le pillage de la planète pour le profit de quelques multimilliardaires qui s'accaparent ce magot démesuré, par les jeux obscurs de leurs spéculations sans limite.

Dans la panique les politiques retournent leurs vestes et appellent, dans le désespoir, à plus de contrôle. Mais lorsque tout est informatisé, plus de contrôle provoquerait la multiplication de combines pour les éviter, et par conséquent plus de risques de dérapages. Les remèdes ont parfois des effets secondaires inattendus. L'argent qui abondait, il y a quelque temps, dans les sphères de la haute finance, n'a pas disparu avec la crise, il a seulement changé de main. La richesse de quelques uns s'est réalisée par l'accumulation permanente d'une part de la valeur du travail dérobée aux travailleurs. Ces sommes cumulées depuis des années représentent aujourd'hui des richesses colossales qui circulent sur les marchés financiers à la recherche de profits juteux à court terme. Les richesses usurpées dans l'économie réelle passent par des paradis fiscaux, des comptes numérotés, puis sont jouées dans l'économie virtuelle beaucoup plus lucrative mais aussi plus incertaine. C'est le temps des jeux sur la valeur de la valeur dans le temps. Sous le règne de l'arnaque, il s'agit de faire miroiter beaucoup d'argent facile et l'appât du gain fait le reste. Puis, il faut bien sûr, retirer sa mise avant la fin de la partie, sortir du jeu sans respecter les règles, ni les enjeux. A ce jeu pipé, les petits sont perdants car ils subissent les fluctuations. Par contre, les très gros spéculateurs créent les mouvements et les renversements, de ce fait ils ont toujours un temps d'avance sur les autres, ce qui leur permet de rafler le pactole. Dans ce monde barbare, les truands de la fortune « à tout prix », ont tous les pouvoirs, et notamment celui de disparaître aux yeux du monde. Leurs larbins répandent la peur de

la catastrophe pour maintenir le peuple dans la soumission et la servitude. Recroquevillé dans son quotidien, la trouille au ventre, il ne se rebelle pas. Et quand cette folie des accapareurs de richesse provoque de gros dégâts dans l'économie réelle, on demande aux populations appauvries de payer les réparations, afin d'éviter la banqueroute du casino mondial. Les gestionnaires d'État sèment la panique à tout vent pour mieux justifier ce détournement des fonds publiques, qui n'est qu'une escroquerie sociale de plus, mais une de taille. N'oublions pas que les richesses n'ont pas soudainement disparues, elles ont seulement changé de main. Certains font des affaires extraordinaires.

« Ce qui est traité en bourse, cette plus-value volée aux travailleurs puis jouée aux dés sur le marché, n'est que la partie visible de l'économie. La masse invisible de cet iceberg a plus que doublé en 10 ans, en échappant à toute réglementation. Elle représenterait plus de 80% des opérations financières. Les transactions sur le marché des changes et les produits dérivés négociés entre particuliers, représentent aujourd'hui environ 50 fois le volume des transactions de l'économie réelle. Elles se comptent en millions de milliards de Dollars, et peut-être beaucoup plus car si elles ne sont pas contrôlées, on ne peut pas en connaître précisément le montant.

Ce que la propagande nous montre de la spéculation n'en n'est qu'une petite partie. En effet les quatre cinquièmes des opérations financières se déroulent hors-marché, de gré à gré entre ordinateurs, de particuliers à particuliers, sans comptabilité, sans contrôle et sans entrave. La finance s'est numérisée



*et l'économie dématérialisée. »
(Stratagèmes du changement, de l'illusion de l'in vraisemblable à l'invention des possibles, extrait du chapitre III)*

Le spectacle, qui n'est rien d'autre que la vision publicitaire du monde marchand sur lui-même, ne parle que de débâcle économique, doublée d'une récession sociale, pour mieux faire disparaître cette gigantesque raffle des richesses par quelques accapareurs au dessus des lois, au delà du visible. Dramatiser la situation leur permet de faire croire à la fatalité de cette crise inévitable, bouc émissaire planétaire, afin de mieux cacher cette monstrueuse arnaque ainsi que les suivantes qu'ils nous préparent. La prochaine crevaison viendra-t-elle de la bulle des fonds de pension, des matières premières, de l'énergie, des produits agricoles, ou alors des paris sur le futur ? La réaction en chaîne qu'elle pourrait entraîner n'est pas prévisible. Tout est possible...

La peur de l'avenir n'est que l'expression de l'incertitude du devenir des capitalistes qui n'ont plus de futur. Tous ceux qui n'ont plus grand chose à perdre ont tout à espérer d'un nouveau monde émergent par nécessité. Ce qui nous arrive n'est pas un accident de parcours, mais bien l'aboutissement du capitalisme, l'achèvement d'un monde suicidaire.

Lukas Stella
<http://inventin.lautre.net/>



Tous à Vichy le 3 novembre

Les 3 et 4 novembre prochain, la présidence française de l'Union Européenne réunit, à l'initiative de Brice Hortefeux, l'ensemble des 27 ministres européens de l'Intérieur et de la Justice, à défaut qu'il y ait, ailleurs que dans notre beau pays, d'autres ministres "de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale". Elle les réunit à Vichy.

Le 2 et 3 novembre a lieu, sur place, un contre-sommet, qui se clôturera le lundi 3, à 18h, par une grande manifestation. D'ores et déjà des bus commencent à être affrétés depuis Lyon et Grenoble.

Ci-après : pourquoi nous devons être des milliers à Vichy ce jour-là et ne pas laisser passer une telle provocation.

POURQUOI NOUS DEVONS TOUS ETRE A VICHY LE 3 NOVEMBRE PROCHAIN.

Les 3 et 4 novembre prochain, la présidence française de l'Union Européenne réunit, à l'initiative de Brice Hortefeux, l'ensemble des 27 ministres européens de l'Intérieur et de la Justice, à défaut qu'il y ait, ailleurs que dans notre beau pays, d'autres ministres "de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale". Elle les réunit à Vichy. Là on s'entretiendra gravement du contrôle des flux de main d'oeuvre immigrée et de l'application de la fameuse "directive retour". On imagine sans peine avec quel rire gras l'idée d'une telle provocation a pu surgir dans le crâne d'un ministre qui est partout caricaturé en nazillon. Ha Ha Ha.

Voici quelques raisons pour lesquelles nous serons dans la rue, à Vichy, le 3 novembre, et pourquoi nous jugeons impensables de n'y être pas par milliers, et bien décidés à empêcher la tenue de ce sommet :

1. A l'heure où les sans-papiers répondent à la chasse qui leur est livrée par l'incendie des centres de rétention dans plusieurs pays d'Europe, c'est la tâche minimale de ceux qui les soutiennent que de perturber le banquet des ministres.

2. Certaines provocations symboliques, laissées sans réponse, constituent d'authentiques défaites pratiques. Elles sont conçues pour démoraliser ceux qui luttent, et les démoralisent effectivement. Elles

désarment préventivement toute contre-attaque en normalisant l'intolérable.

3. Par la provocation systématique, le pouvoir en place entend acculer ses opposants à l'indignation, et par là les isoler. Car aucune personne sensée ne souhaite se retrouver à bêler dans le troupeau de ceux qui s'indignent : l'indignation est le cri de l'impuissance et nul ne goûte l'impuissance, parmi les gens sensés en tout cas.

4. La "directive retour" n'est pas une "directive de la honte", c'est une directive de collabo et la collaboration n'est pas du tout honteuse dans cette époque, elle y est au contraire parfaitement à son aise : elle est "décomplexée", comme elle dit. La collaboration n'est pas honteuse : elle est à détruire. En appeler à la morale, ici, c'est s'abstenir de lutter.

5. Au moment où Brice Hortefeux porte plainte contre SOS-Sans-papiers et veut faire porter aux "terroristes" de RESF la responsabilité de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, au moment où l'on cherche à nous intimider, c'est là, précisément, qu'il faut faire dans la rue une démonstration de force. Ce gouvernement ne comprend pas d'autre langage. Il continuera à écraser tout ce qui s'oppose tant que l'on s'opposera mollement.

6. Chacun sent que nous ne pouvons pas laisser passer une couleuvre aussi grosse

que cette réunion à Vichy, mais la provocation est tellement énorme qu'elle effraie. C'est le moment de laisser toute peur de côté, ou la peur finira par nous engloutir.

7. Une simple manifestation digestive le dimanche ne serait pas une réponse à la hauteur de la provocation. Ce serait au contraire une démonstration d'impuissance. Ce qu'il faut c'est empêcher physiquement la tenue de ce congrès, investir la ville le 3 novembre, bloquer ses accès, s'approprier l'espace public, perturber le cours normal de la vie à Vichy jusqu'à ce que l'occupant s'en aille. Nous pouvons compter sur cet avantage que des scènes de répression féroce à Vichy seraient du plus mauvais effet pour ce gouvernement "démocratique".

8. Depuis dix ans qu'il y a des contre-sommets et que des milliers de gens de France et d'ailleurs s'y sont aguerries, il est grand temps d'appliquer des tactiques éprouvées, et dont nous savons qu'elles marchent, aux luttes hexagonales.

Organisons des réunions publiques sur ce thème dans nos villes. Affrétons des cars pour s'y rendre en masse. Parlons-en dans nos orgas, à nos camarades. Faisons tourner l'information en Europe.

TOUS A VICHY LE 3 NOVEMBRE ! (le temps est court, mais la force est avec nous.)



National > Alertes

Affichage libre : procès à venir à Lyon !

Procès d'organiseurs de concerts (suite) : Saviez-vous que la ville de Lyon s'appliquait à faire disparaître le principal moyen d'information et d'expression de toute la culture associative, militante et artistique ? En effet, depuis la mise en place de l'unité "Cadre de Vie" en 2007, la municipalité a décidé d'éradiquer l'affichage libre, considéré comme une simple pollution visuelle (enquêtes acharnées et disproportionnées, pluie d'amendes et de procès).

Après le procès intenté à la salle le Sonic fin Janvier 2008, la Ville tourne ses attaques directement contre les petites structures.

L'association Barbe à Pop ouvrait le bal et passait en procès le Jeudi 19 Juin. A peine Septembre est-il arrivé que voici 3 autres procès annoncés, ceux des assos Ostrobotnie, Dadada Org et "S'étant Chaussée, [...]" !... !

Dans le même temps, les panneaux d'affichage libre, réservés aux structures à but non lucratif, continuent d'être recouverts systématiquement par les grandes structures commerciales.

Pour nous, l'affichage libre est un droit : le droit à la liberté d'expression. Réprimer l'affichage libre, c'est ni plus ni moins une atteinte à la liberté d'expression. La ville de Monsieur Collomb est aussi notre ville, et nous n'avons pas la même notion de la propreté, qui est une valeur bien relative. Après les lois "anti-bruit", les caméras de vidéo-surveillance qui contrôlent nos vies, voici l'opération "ville propre" qui gère notre pensée :

que sont quelques affiches A3 face à des pubs de quatre par trois mètres de long, des milliers de panneaux Decaux et d'enseignes ? La pub est partout, elle envahit notre espace, nos cerveaux. Elle est légale parce qu'elle rapporte beaucoup de fric. Pour nous la saleté commence ici. Toutes et tous au Palais de Justice pour les procès de l'affichage libre !!!

Procès à venir (8h30 - 67, Rue Servient 69003 Lyon Salle B Rez-de-jardin - Tram : Palais de Justice - Mairie du 3ème / Métro : Place Guichard / Bus : Saxe-Préfecture) :

Jeudi 23 Octobre : Procès de Pierre de l'asso Ostrobotnie (suite à l'opposition au paiement d'amendes pour "collage sauvage").

Jeudi 6 Novembre : Procès de Damien de l'asso Dadada Org (aka Chewbacca, Rature, Bronzy McDada ; suite à l'opposition au paiement d'amendes pour "collage sauvage").

Jeudi 13 Novembre : Procès de Stéphane de l'asso "S'étant chaussée, [...]" (pour "collage sauvage").

MURS BLANCS



PEUPLE MUET !

<http://affichagelibre.lyon.free.fr>

Solidarité avec Jean Hugues

Des nouvelles de Jean Hugues que nombre de personnes connaissent à St-Etienne. Après l'extermination de son troupeau en début d'année la situation se dégrade. En Avril dernier, un jeune paysan récemment installé dans les Combrailles (63) était victime du massacre de son troupeau de chèvres. Ca continue ! Des articles étaient déjà parus en avril dans la Montagne, le Paysan d'Auvergne et Auvergne indymedia.

Ci après l'article de la Montagne paru le 27/08/08

Combrailles : Intimidations et menaces contre une jeune chevrier. Pour une poignée d'hectares, comme au temps du Far West, un jeune éleveur bio ovin et caprin, originaire des Hautes Alpes, doit lutter pour s'installer à Teilhet dans les Combrailles. "La bogue aux paysans, va t'en !".

Depuis l'abattage sauvage de ses dix chèvres dans la nuit du 31 mars au 1 avril, et l'explicite tag sur les murs, Jean Hugues Bourgeois gère une véritable guerre des nerfs. Rat mort dans sa boîte à gants, fers à béton plantés dans ses prairies pour crever les roues du tracteur, saccage de ses clôtures électriques...

"je ne cède pas, je reste !".

Mais l'exploitant agricole de 26 ans qui tente de s'installer en élevage bio à Teilhet, entre Menat et Saint Gervais d'Auvergne, se dit "usé".

Début Août, sa grange à foin a été détruite par un incendie, le feu a également été mis à sa voiture. Ce WE, c'est une lettre anonyme qui est glissée dans sa boîte aux lettres : "tu pars ou ils crèvent". Depuis sa première plainte en avril, l'enquête des gendarmes de Saint Gervais progresse. "L'étau se resserre" prévient même l'adjudant Don Carli, commandant de la brigade. De leur minutieuse enquête de voisinage et des constatations du vétérinaire, il ressort que les auteurs seraient issus du monde agricole.

"Mes chèvres ont été abattues alors que j'allais juste après un an d'élevage, pouvoir faire mes premiers fromages. Le carnage a été réalisé à coups de pistolet d'abattage, comme il se doit, par derrière, à cause des cornes" décrit l'éleveur.



Soutenu par quelques voisins, par la confédération paysanne, par le propriétaire des terres, mais aussi par la mairie de Saint Gervais où il possède 8 hectares et par la SPA, qui se portent tous les 2 parties civiles, Jean Hugues Bourgeois se sent pourtant impuissant. "Par devant, toute le monde est charmant. Je ne peux pas faire taire les rumeurs". Quelle faute doit il expier ? "Je suis l'étranger". Même si il est dans la région depuis 4 ans, même si les gendarmes confirment qu'il n'a rien à se reprocher, même si son diplôme de l'école de Marmilhat atteste de ses compétences, même si son dossier d'installation a bénéficié des aides de l'Europe, son mode de vie, ses tatouages dérangent. Sans compter qu'il joue les troubles fêtes. C'est à lui que Georges Message, à l'heure de la retraite a préféré louer ses 50ha de terre.

"Il m'avait prévenu que cela allait grincer des dents mais je ne m'attendais pas à cela !". D'une voix blanche, il lit la feuille découpée en forme de cercueil : "si l'exploitation Message n'est pas confié en totalité à la SAFER avant le 1/12, le traître Message sera exécuté. On jettera ta fille dans un fossé après avoir fait d'elle une femme (ils parlent de ma fille, elle a 8 ans). Mais ne t'inquiète pas pour ta pute (j'imagine qu'ils parlent de ma compagne), elle va aimer ce qu'on va lui faire. Pas de menaces, des promesses. Pas un mot aux flics ou ta mère y passera". Silencieux, il replie le bout de papier sans signature.

"Cela va loin. Je ne sais plus quoi faire."

Solidarité avec Jean Hugues

Jean Hugues 06 65 24 58 23



Les attaques de La Poste du Serge, militant CNT

Pas de révocation pour Serge mais lourde sanction exigée par La Poste : La bataille continue ! Un peu d'histoire...

Depuis longtemps, la direction de La Poste des Bouches du Rhône voulait se payer ce qu'elle appelle "la principauté postale des Bouches du Rhône", fer de lance de toutes les luttes sur le département...

La grève de mai 2008 contre facteur d'avenir sur le bureau de Marseille Colbert 01 sera une perturbation de trop pour la direction de La Poste : il est temps pour elle, à l'heure de l'annonce de l'ouverture

du capital" de l'"entreprise", de faire taire ses empêcheurs de restructurer en rond et de faire un exemple capable de modérer, si ce n'est briser, leur résistance et leur nature revendicative...

Serge Reynaud, militant syndical de la CNT, dont La Poste veut se payer la tête depuis de longues années déjà, sera un bouc émissaire parfait pour ce faire...

Aussi monte-t-elle un dossier aussi léger que mal ficelé contre lui... Mais qu'importe, dans un tribunal postal, La Poste est la plaignante, l'enquêtrice et la juge.



Aussi, un conseil de discipline central est convoqué pour le 10 septembre 2008 : La Poste demande la REVOCATION d'un facteur, militant syndical, pour des faits de grève sortis de leur contexte pour les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas : des actes de violence.

Des actes d'une violence si considérable, tellement inimaginable... que notre dangereux facteur... continuera d'exercer

son travail tout les jours depuis le constat des faits qui lui sont reprochés et ce, jusqu'à sa comparution devant le "tribunal de l'inquisition postal" !

SOLIDARITÉ AVEC SERGE !

**Serge Reynaud, syndicaliste
CNT à Marseille, est menacé
de révocation suite à une
grève en mai 2008.**



**REFUSONS L'ARBITRAIRE
À LA POSTE**

En dépit de tout l'arsenal répressif légal à sa disposition et contre toute la logique qui accompagne habituellement ce type de procédure, Serge Reynaud NE sera PAS suspendu de ses fonctions par mesure préventive : La Poste a laissé pendant plus de trois mois après l'ouverture de son dossier, un individu suspecté dangereux, endosser 6 jours par semaine sa tenue de facteur et arpenter les rues de Marseille pour sa distribution de courrier ainsi revêtu de ses insignes de confiance !

Heureusement qu'il n'a mordu aucun usager : La Poste aurait risqué d'être à son tour sur le banc des accusés pour mise en danger de la vie d'autrui !

Première convocation du 10 septembre

Et le 10 septembre, les élus du personnel refuseront de siéger dans ce conseil de discipline pour protester contre la tenue de celui-ci : ils refusent de cautionner une procédure de sanction contre un militant syndical pour faits de grève. (leur déclaration)

Car ne nous y trompons pas, toutes les allégations de La Poste contre Serge ne servent à rien d'autre qu'alimenter un procès politique : La Poste VEUT casser toute résistance à ses projets de

restructuration et privatisation. Elle veut faire un exemple. Elle cherche à intimider et refroidir toute volonté revendicative, comme elle le fait depuis des années et comme en témoignent ses réactions agressives, autoritaires et arbitraires à chacun de nos mouvements de protestation, locaux ou nationaux, contre sa politique antisociale : elle en a marre de notre contestation et veut pouvoir mener ses affaires dans le calme et une paix sociale qu'elle aura imposée, au besoin, à coup de schlague ! Marteler et répéter à longueur de temps des laïus sur le "dialogue social" n'a pour but que de tenter de masquer le bruit des coups de bâtons de sa répression !

Report de ce conseil de discipline, donc.

Deuxième convocation du 26 septembre

Le vendredi 26 septembre se tenait sa deuxième session.

La discrétion n'aura pas été de mise autour de ce procès inique :

Courriers, courriels, coups de fil, fax, pétitions, cartes-pétitions, de protestation et de soutien à Serge ont été adressés pendant plusieurs semaines au siège et aux directions de La Poste...

Des messages de soutien de nombreux contacts internationaux de la CNT sont arrivés d'Algérie, de l'Île Maurice, d'Espagne, de Pologne, du Chili, de Guinée...

Le jour même du conseil de discipline, pendant la tenue de celui-ci, des rassemblements de soutien avaient lieu à Marseille, Perpignan, Toulouse, Bordeaux, Lyon, Aubenas, Lille, Grenoble à l'appel de la CNT et SUD, parfois même la CGT ou toutes les organisations syndicales confondues, ou peu s'en faut, comme à Marseille.

A Paris, pendant que Serge subissait son « procès », un rassemblement regroupant, outre la CNT, des militants de SUD, de la CGT, des non-syndiqués et même Arlette Laguiller en personne, a eu lieu, juste en face de la salle où se déroulait le jugement. Musique et slogans scandés dans la rue et audibles de la salle, ajoutant à la tension ambiante.

Le conseil de discipline aura durée près de 8 heures et 1 heure les délibérations.

Notre mobilisation pour la défense de Serge a-t-elle porté ses fruits ou la direction de La Poste des Bouches du Rhône a-t-elle fait une erreur tactique en demandant un conseil de discipline central pour prononcer la sanction la plus grave qui puisse être infligé à un fonctionnaire : la

révocation, sur un dossier aussi léger et mal ficelé ? La Poste se retrouve-t-elle à tenir un bâton merdeux qui lui glisse des mains et répand une odeur infecte autour d'elle au moment d'en asséné un coup à l'un d'entre nous ?

Quoiqu'il en soit, la révocation est rejetée par un vote unanime.

Des élus du personnel, ce n'est pas une surprise. Mais la direction de La Poste elle-même lâche sa direction marseillaise et refuse la révocation !

Mort sociale annoncée

Néanmoins, Serge n'est pas sauvé pour autant.



La Poste demande la sanction suivante la plus lourde : 2 ans de mise à pied. La mort sociale de notre compagnon. Elle n'en démord pas.

Ce revers la rend hargneuse et, tel un roquet, ou plutôt, un pitbull acculé, elle ne veut pas lâcher sa proie : elle ne peut pas complètement désavouer publiquement ses directions régionales ni faire montre de faiblesse devant notre solidarité et notre détermination !

Ne voulant pas céder sur cette sanction, et les élus du personnel refusant de la valider, il y a parité : 4 contre 4. La décision définitive revient désormais à la direction de La Poste et à son président, Bailly, dont la voix aura force de loi.

D'ici 2 à 3 semaines le verdict définitif tombera...



C'est pour empêcher que demain on puisse s'organiser et lutter que la Poste veut frapper un grand coup.

Face aux menaces de sanction, notre riposte : la solidarité !

<http://www.cnt-f.org/fedeptt/spip.php?article49>

CQFD à la vie, à la mort !

Une petite introduction, puisque vous avez compris que Le Monde, Libé, Courrier Inter, Panda magazine sont tous possédés par des marchands d'armes et consorts. Que Marianne sent aussi bon que Paris Match ou VSD, que Charlie Hebdo est à la gauche ce que le Komintern fut pour l'Espagne anarchiste, que même les grands et beaux journaux d'extrême gauche pro-cubaine sont remplis de publicité pour EADS ou Nissan, que Politis vous offre, pour la gôche et la regauche verte de Cohn Bendit à Bové et Eva Joly, un tour en mongolfière et qu'enfin Siné Hebdo tout rempli des meilleurs talents dessinateurs débauchés à CQFD, ne vous a toujours rien appris la semaine dernière... (on espère qu'il fasse mieux.) Quant à France Inter il essayent de nous revendre tous les matins le parti socialiste avec Trust et Cali.

Enfin merci à tous ceux qui s'abonnent ce mois-ci... On devrait pouvoir tirer à 40000€ dès que toutes vos mémés auront envoyé leur livret A avant le grand Krach qui est pour demain...



L'ABONNEMENT OU L'ABANDON

"Après cinq ans de critique sociale acharnée, les joyeux galériens de CQFD ont atteint les limites de l'abnégation. Maintenant, faut du pognon ! Sans banque ni pub, une seule solution : 2000 abonnés supplémentaires.

FLÛTE, Y A PLUS DE BIÈRES... Fin août, nous débarquons dans les locaux du journal la tête pleine du souvenir du sable qui nous chatouille encore les arpiens, nous ouvrons le frigo et... y a plus de bière. À peine un fragment de fromage fossilisé datant, à vue de nez, du bouclage de juillet. C'est la rentrée, il faut aller fissa au ravitaillement et p'têt' bien racheter un frigo propre. Nous jetons un oeil sur le courrier accumulé : quelques réabonnements, des factures, un relevé de compte. Nous ouvrons la missive de La Poste d'un air faussement détaché pour découvrir, horreur, que le chiffre en bas à droite est presque aussi sec que nos gosiers !

C'est la mousse qui fait déborder le vase. Dans ce foutu canard, nous n'avons pas un seul vrai salarié, la cheville ouvrière empoche à peine quelques cacahuètes occasionnelles, nous nous usons sur des écrans aussi efficaces qu'une séance d'UV pour te griller les mirettes, nous peignons des cages d'escalier pour épargner nos finances, les dessinateurs gribouillent pour la gloire, les rédacteurs collectionnent les queues de cerise, et y a pas un kopeck pour acheter un pack !

CQFD, nous le tenons à bout de bras et de foie depuis plus de cinq ans. Onze mois par an à faire vivre ce journal avec les moyens du bord, soit un peu de votre oseille et beaucoup de notre huile de coude. Comme dit le Méhu à chaque fois qu'il se radine pour siroter un canon en nous regardant trimer : "J'ai jamais vu des chômeurs bosser autant !" Seulement voilà. Depuis quelques mois, quand l'un d'entre nous évoque un éventuel sabotage, plus personne ne répond : "Arrête tes conneries ! Passe-moi plutôt l'clacos pour finir mon godet..."

Pourtant, les raisons qui nous ont poussés à créer CQFD sont toujours d'actualité. En 2003, les bandits au pouvoir n'étaient pas vraiment complexés et leurs opposants les plus en vue aussi exaltants que des endives pataugeant dans la béchamel. Cinq ans plus tard, il est vital de continuer à se serrer les coudes. Notre chien rouge désire rester une erreur dans leur système comptable, à ronger le trognon de la droite bling-bling comme de la gauche en toc, gronder au mollet des fanatiques du boulot et des hallucinés de la négociation bidon, sans oublier de courser la bave aux lèvres les faux impertinents et les rebelles de plateaux télé. Mais plus dans les mêmes conditions.

Vous êtes cinq mille à acheter CQFD, dont deux mille abonnés. Nous savons pertinemment que vous ne rechignez pas à gonfler vos chèques de quelques euros de soutien. Nous savons aussi qu'autocollants et affiches ornent les murs de vos contrées. Nous vous remercions chaleureusement de votre complicité, sans laquelle nous n'aurions pu tenir.

Mais si vous souhaitez que l'aventure mensuelle se poursuive, il est impératif que vous soyez deux fois plus nombreux à acheter ce canard. Nous devons engranger de toute urgence deux mille abonnés supplémentaires. Attention, il ne s'agit pas de convertir les ventes en kiosque en abonnement, mais bien de dégoter deux mille nouveaux lecteurs d'ici novembre. Alors débrouillez-vous, cessez de faire circuler votre CQFD, usez de persuasion, de vos charmes, de menaces, mais obligez vos mémés, voisines, amis et ennemis à glisser une piécette dans la gamelle du clebs rouge. Il a soif."

CQFD est en kiosque, cherchez bien...

L'équipe de CQFD

<http://cequifautdetruire.org>

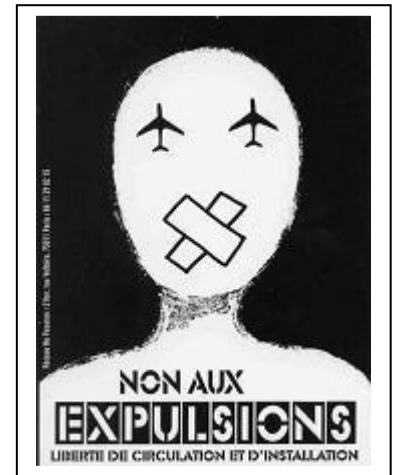
Article publié dans CQFD n°59, septembre 2008.



Récits des expulsions illégales de ces dernières semaines

Témoignages de personnes présentes sur place (à Grenoble):

► Mercredi 17 septembre [2008], la maison du 3 rue de l'Ancien Champ de Mars à Grenoble est expulsée. Cette intervention policière était totalement illégale. En effet, un squat ne peut pas être expulsé après 48 heures sans qu'il n'y ait de procédure entamée auprès du tribunal d'instance (comme l'indiquait un texte de loi collé sur la porte de la maison). Le lundi 15, la police municipale était passée constater l'occupation du lieu et avait reconnu que l'expulsion n'était pas possible.



De la criminalisation des mouvements sociaux au déni de démocratie



COMMUNIQUE 9ème COLLECTIF DES SANS-PAPIERS

Les sans-papiers détenus dans le centre de rétention du Mesnil Amelot, comme à Vincennes, comme à Nantes, et partout en Europe, subissent quotidiennement des provocations et des violences policières. Leurs droits sont quotidiennement bafoués. Face à ces politiques meurtrières, nous créons des solidarités, nous manifestons, nous revendiquons, et nous continuerons à le faire.

La plainte déposée le 2 Août par le Ministre de l'immigration et de l'expulsion, Monsieur Brice Hortefeux, à l'encontre de l'association SOS Sans-papiers suite aux événements de Mesnil-Amelot, tout comme les accusations dont a été victime le Réseau Education Sans Frontières, ne sont pas des faits isolés et s'inscrivent dans une stratégie d'ensemble mûrement réfléchi du gouvernement actuel.

Celle-ci vise à décrédibiliser, à empêcher, voir annihiler toutes formes d'oppositions et de revendications portées par des entités diverses, partis politiques, syndicats, associations ou collectifs, et partant, toute la société civile. Pour exemple : culpabilisation des grévistes et restriction du droit de grève par l'adoption de nouvelles lois ("Ils vous prennent en otages. Vous ne pouvez plus aller travailler" ; "vos enfants ont le droit d'étudier et de construire leur avenir"...); rapports émanant des Renseignements Généraux et déclarations de la Ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie, faisant état d'une "possible résurgence du terrorisme" du côté de la mouvance "anarcho-autonome"...

Une déclaration récente du Président de la République Nicolas Sarkozy finit de lever tout doute possible : "Quand il y a une grève en France, maintenant personne ne s'en rend compte".

Cette criminalisation des mouvements sociaux permet de créer une nouvelle "classe dangereuse", une nouvelle classe des "indésirables", des "irrécupérables", et a mobiliser idéologiquement la société contre celle-ci : après les chômeurs et précaires, les jeunes des cités, ou bien encore les immigrés sans-papiers, voici les citoyens qui contestent et qui revendiquent leurs droits.

Cette criminalisation des mouvements sociaux, outre le déni de

démocratie que représente le refus du principe de contradiction, fait signe vers un nouvel usage de l'exception par l'Etat. Si ce dernier pouvait suspendre les libertés depuis longtemps en cas de guerre, l'usage de l'exception s'applique aujourd'hui à des catégories de personnes très spécifiques, ainsi qu'à des situations de plus en plus nombreuses. Ici les personnes sans-papiers et les citoyens contestataires, auxquels l'état d'urgence doit ou devra s'appliquer.

Un gouvernement peut-il criminaliser la société toute entière dès lors que celle-ci n'épouse pas ses vues ? Car n'en doutons plus, cette criminalisation est aujourd'hui étendue à tout un chacun.

Il s'agit là d'une politique de la peur et de la xénophobie d'Etat, que le gouvernement n'hésite pas à déployer afin de satisfaire les intérêts d'une minorité de nantis au détriment du plus grand nombre, et qu'il faut donc refuser en bloc.

Refuser l'exploitation. Refuser la manipulation. Refuser la criminalisation.

**FRANCAIS IMMIGRES SOLIDARITE !
DROIT A LA LIBERTE D'EXPRESSION
DROIT DE GREVE ET DE MANIFESTATION
ARRÊT DES RAFLES ET DES EXPULSIONS
FERMETURE DES CENTRES DE RETENTION
REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS**

7 août 2008

9ème Collectif des Sans-Papiers

9eme_collectif[AT]no-log.org



Pour obtenir l'abandon du fichier EDVIGE



Sans débat public préalable, le gouvernement, par un décret publié au Journal officiel du 1er juillet 2008, a considérablement accru les capacités de fichage de nos concitoyens. Ce fichage sera assuré, à l'avenir, par la Direction centrale de la sécurité publique (fusion des Renseignements Généraux et de la DST).

A cette fin, un nouveau fichier policier sera mis en place sous le

nom d'EDVIGE (Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale). Il recensera, de manière systématique et généralisée, toute personne "ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui joue un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif". Sans exception, toutes les personnes engagées dans la vie de la cité

sont donc visées.

En outre, ce fichage vise à permettre la collecte de renseignements identitaires sur les "suspects" (personne mais également groupe) simplement considérés, par la police, comme susceptibles, à l'avenir et de manière totalement hypothétique, de porter atteinte à "l'ordre public".

Il permettra de compiler toutes les notes de renseignements telles que : état civil, photographie mais aussi fréquentations, comportement, déplacements, appartenance ethnique, vie sexuelle, opinions politiques, philosophiques, religieuses, appartenances syndicales et associatives ...

La police sera autorisée à consulter ce fichier en cas d'enquêtes administratives pour l'accès à certains emplois.

Les mineurs ne seront pas épargnés puisque fait sans précédent dans notre République et particulièrement choquant, leur fichage sera autorisé dès l'âge de 13 ans et cela sans qu'aucune infraction n'ait été commise et sur la seule base de leur dangerosité présumée.

Cette initiative gouvernementale, porteuse à l'évidence de nombreuses dérives, s'inscrit résolument dans le cadre de la mise en place d'une politique sécuritaire ouvertement revendiquée.



Le gouvernement est passé outre aux réserves émises par la Commission nationale Informatique et Libertés concernant ce fichier qui, dès sa parution, a suscité les plus vives réprobations de multiples organisations associatives, syndicales et politiques.

C'est pourquoi les organisations et les personnes signataires de cet appel :

- exigent le retrait du décret autorisant la mise en place du fichier EDVIGE qui institue un niveau de surveillance des citoyens totalement disproportionné et incompatible avec une conception digne de ce nom de l'état de droit,

- sollicitent le soutien et la signature de tous nos concitoyens et

de toutes les organisations attachées aux libertés publiques, au respect de la vie privée et des droits de l'enfant,

- s'engagent à se constituer, dès le mois de septembre 2008, sous forme de Collectif afin de prendre toute initiative utile visant à obtenir des pouvoirs publics qu'ils renoncent à la mise en place du fichier EDVIGE.

19 Septembre 2008 Communiqué du collectif :

A la lecture des informations qui circulent dans la presse, le collectif "non à EDVIGE" souhaite prendre acte du recul du gouvernement sur plusieurs points importants du décret "EDVIGE". Ces reculs légitiment la mobilisation citoyenne sans précédent, entamée depuis le début du mois de juillet et qu'il convient de poursuivre.

En effet, de nombreuses inquiétudes demeurent :

► le fichage des "personnes ou des groupements qui, par leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique" demeure potentiellement très large et repose sur la théorie du soupçon en violation directe du principe constitutionnel de présomption d'innocence inscrite à l'article 8 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Il pourrait par exemple concerner des militants, des jeunes lycéens participant à une manifestation de rue ;

► le fichage politique et social est renvoyé au plan départemental mais il continue d'exister contrairement à ce qui se passe dans la plupart des démocraties ;

► le fichage, à partir de 13 ans, d'enfants qui, contrairement à ce que soutient la ministre de l'Intérieur, n'ont commis aucune infraction est inacceptable et risque de stigmatiser des catégories bien précises de la jeunesse (celle des banlieues et des quartiers populaires) considérée systématiquement comme potentiellement dangereuse. La défenseure des enfants vient de s'en inquiéter au regard du respect par la France de la Convention internationale des droits de l'enfant. L'hypothétique "droit à l'oubli"... s'agissant de faits n'ayant jamais eu lieu frise l'absurdité. (...)

Le collectif "Non à EDVIGE" ne se satisfait pas des modifications annoncées par le gouvernement et continue d'exiger le retrait du décret "EDVIGE". (...) Le collectif appelle les citoyens à poursuivre la mobilisation en signant l'appel contre "EDVIGE"

Signer en ligne : <http://nonaedvige.ras.eu.org>

Pour obtenir l'abandon
du fichier "EDVIGE"



International > Alertes

CHILI : soutien à Elena Valera LOPEZ

L'arrestation dans la région de la Araucania (Chili), le 7 mai dernier, de la documentariste Mme Elena Varela, son emprisonnement préventif trois mois durant, et la confiscation de tout son matériel audiovisuel ont suscité une vive émotion parmi l'opinion publique et cela malgré le silence complice d'une grande partie des médias chiliens et internationaux.

Elena Varela est réalisatrice de documentaires. Elle est également connue pour avoir fondé et dirigé l'orchestre symphonique d'enfants de la ville de Panguipulli au sud de Chili.

Or, en l'accusant d'être l'auteur intellectuel de délits de droit commun et d'appartenir à une organisation illicite, l'Etat chilien a stoppé net le tournage du film "Newen Mapuche" qu'elle a entrepris depuis quatre ans – avec des autorisations et subventions de l'Etat.

S'il est certain qu'Elena Varela avait l'habitude de fréquenter les prisons, elle le faisait pour des raisons professionnelles. Elle y allait visiter et filmer les prisonniers politiques mapuche, aujourd'hui au nombre d'une vingtaine, dont on ne parle généralement que lorsqu'ils sont en grève de la faim.

Le caractère infondé des accusations, l'absence de preuves, le manque de transparence de la police et du pouvoir judiciaire, les pressions, voire la torture exercées sur les personnes inculpées, nous rappellent non seulement des pratiques d'un régime passé mais aussi des procès plus récents qui ont abouti à la condamnation à des peines de 5 à 10 ans de plusieurs dirigeants et chefs traditionnels mapuche. C'est dans un tel contexte que police et pouvoir judiciaire se sont évertués à persécuter Elena Varela et à réduire à néant son travail de documentariste en lui confisquant tous ses enregistrements et matériels de tournage. Il apparaît donc clairement que cette séquestration vise à empêcher la diffusion de son œuvre auprès du grand public chilien et international.

Bien qu'Elena Varela, soutenue notamment par Amnesty International et Reporters sans Frontières, ait été enfin libérée, tout en étant assignée à résidence, il nous faut la soutenir car une grande partie du chemin reste à parcourir pour l'innocenter complètement et lui restituer la totalité de son matériel audiovisuel.

En soutenant Elena Varela, ce n'est pas seulement pour la reconnaissance des peuples indigènes que nous nous battons mais c'est aussi contre la violence policière et les montages judiciaires à l'encontre de tous les mouvements sociaux, syndicalistes, jeunes, collégiens et étudiants, et pour la liberté d'expression qui fait cruellement défaut dans le Chili d'après Pinochet où deux puissants groupes économiques s'y partagent les médias officiels. C'est dans cet esprit qu'a été créée, le 10 juin 2008 à Santiago, la Plateforme Citoyenne pour la Liberté d'Expression et de Création qui réunit diverses organisations sociales et artistiques et des médias indépendants. Les organisations soussignées appellent les associations, comités, ONG en France, en Europe et ailleurs à s'associer à une campagne internationale exigeant une ordonnance de non-lieu et la mise en liberté totale pour Elena Varela Lopez, la libération de tous les prisonniers politiques mapuche et le plein exercice des Droits de l'Homme au Chili.



Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques,
 info[AT]csia-nitassinan.org.
 Collectif pour les Droits de l'Homme au Chili, France ddh_chili_fr[AT]hotmail.com
 MRAP <http://www.mrap.fr>
 Association Pueblo, asso.pueblo[AT]hotmail.fr,
 Réseau d'Information et de Soutien au Peuple Mapuche, <http://mapuche.free.fr>,
 Association Terre et Liberté pour Arauco,
 libertadarauco[AT]gmail.com
 Pour soutenir ou/et signer cet appel écrire à [mapuche\[AT\]free.fr](mailto:mapuche[AT]free.fr)



International > Mobilisations

Italie : Solidarité internationale à "LIBERA"

.... Solidarietà Solidarité Solidaridad Solidarity

Le Centre Social Occupé Autogéré (squat) "LIBERA" de Marzegli (prêt de Modena) est victime de la répression de la part de la municipalité (de gauche) de Modena qui voudrait expulser les occupant(e)s afin d'y construire un autodrome et autres projets immobiliers (gros enjeux financiers et spéculations), ce qui reviendrait à détruire également un espace naturel (plusieurs milliers d'hectares).

Libera existe depuis 8 ans, lieu de vie autogéré où sont proposées de multiples activités (concerts, théâtre, débats, fêtes, etc...).

Face à la répression, Libera résiste, ainsi plusieurs manifestations réunissant plusieurs milliers de personnes ont eu lieu à Modena.

Déterminés à s'opposer à toutes expulsions, ceux-ci multiplient les actions de résistances.

Ils appellent à la solidarité internationale en protestant auprès de l'ambassade et des consulats d'Italie en demandant l'arrêt de toutes les expulsions et de la répression à l'encontre de "Libera".

Tout envoi de messages (email) de solidarité sera également le bienvenue : Ambassade Italie : Tel:01.49540300 ou Consulat Lyon : Tel:04.78930017

<http://www.libera-unidea.org/> - E.maill : [libera\[AT\]libera-unidea.org](mailto:libera[AT]libera-unidea.org)





AGENDA

JEU 16 OCTOBRE :

2 MEX (hip-hop/US) + PICKSTER ONE (hip-hop/US) + KEHNZO & KERAM (hip-hop/St-É) + DEEJ'0 & MONGKUT (hip-hop/St-É) / Assommoir / Rue de la Richelandière / Saint-Etienne / 20h / \$5+1

VEN 17 OCTOBRE :

SKYZOMINUS CREW (hip-hop/St-É) + COLLECTIF MARY READ (hip-hop/St-É) + TCHAD UNPOE (hip-hop/Toulouse) + LA K-BINE (hip-hop/Paris) + LA JONQUILLE (electro hip-hop/Lyon) + WILD CAMP DJ (break beat/Lyon) à la Friche RVI / Lyon

VEN 17 OCTOBRE :

TESA (hc/Lettonie) + SILARDS (pop punk/Letton) + BOTOX IN VEINS (crust/St-É) + BOKANOVSKY (screamo/Toulon) / Casse de la Ferrière (38)

VEN 17 OCTOBRE :

DOPLER (noise/Lyon) + NED (noise/Lyon) + 37500 YENS / Le Clacson / Lyon / 20h30 / \$8

VEN 17 OCTOBRE :

ACTIVE MINDS (punk hardcore/UK) + BLACK BART (folk ska punk/Dijon) + LES PATATES VOLANTES (punk rock/Vosges) à l'Espace Autogéré des Tanneries / Boulevard de Chicago / Dijon / 20H30 / \$4 org : Maloka

SAM 18 OCTOBRE :

BLOWLOW (Rock/Caen) + MATCHES (Power Garage Rock/Annecy) + NOVOCAINE (hard rock/Chambéry) aux Locaux Larsen / Rue François Guise / ZI Grand Verger / Chambéry

SAM 18 OCTOBRE :

JONQUILL (indie psyche-folk/UK) + COTTON WOOD (primitive blues) + JESUS CHRIST WITH A HUMAN FACE (antifolk déglingué) + JASMINA MASCHINA (folk/Berlin) À Grnd Zero Gerland / Rue du Pré Gaudry / Lyon / 20h30 / \$5

SAM 18 OCTOBRE :

THE DITCH (hardcore/St-É)+THE COLD WITHIN +ASSASSIN OF YOUTH /Warm Audio /Décines 69

SAM 18 OCTOBRE :

JACKIE-O MOTHERFUCKER (Psyché rock experimental/US) + VALET (Ambient folk/US) +INCA ORE (Psyche experimental/US) au Sonic / Lyon / \$8

DIM 19 OCTOBRE :

COLERA (punk legend/Brazil) + RADIO MAQUIS (electropunk/Clermont-Fd) à la Gratte à 2 pattes / Zone Culturelle du Bout du Monde / Thiers (63) . \$5 org : DTC & La Gratte à 2 Pattes

LUN 20 OCTOBRE : org : la France Pue

COLERA (punk legend/Brazil) ELECTROZOMBIES (Stoner punk/Chili) - Assommoir Pub / 20h / \$5

MER 22 OCTOBRE :

RAT CITY RIOT (punk rock/US) + PLASTIC GUNS (punkrock/St-É) / Assommoir / St Etienne / 20h / \$5

MER 22 OCTOBRE :

DAVID GRUBBS (pop/US) + HERVÉ BOGHOSSIAN (no pop/Marseille) + FRANÇOIS VIROT (crust pop/Lyon) / Grnd Zero Vaise / 69, rue Gorge de Loup / 20h / \$7 org : Zero Crustacés

JEU 23 OCTOBRE :

JOKARI (noise punk/St-É) + LA FONDATION PHÉNIX (??/Sainté) / Assommoir / St Etienne / 20h / \$4

VEN 24 OCTOBRE :

RADIO INACTIVE & LA JAE (hip hop expérimental/US) + HÉLIODROME (jazz hip-hop/Québec) +JERRI (post hip-hop/St-É) + MUSH (electro hip-hop DJ) / Furania / 2, place Bellevue / Saint-Etienne / \$6 org : Univers Soul / Furania / US Go Ohm

VEN 24 OCTOBRE :

EQUUS (post prog/Suisse) + Солярис (Instrumental/F) / Sonic / Lyon / 20h30 / \$5

DIM 26 OCTOBRE : org : la France Pue

INFEKCJA (crust/Pologne) BAKTERIEN KAVALKADE (punk/Besançon) 12XU (punk emo /Lyon) Assommoir Pub / 20h / \$5

DIM 26 OCTOBRE :

MENNY HELKIN (pop punk/Metz) + AGHOSTINO (post punk emo/Metz) + DAS BUNCH (garage post punk/Lorraine) à la Casse de la Ferrière (38)

DIM 26 OCTOBRE :

SWELL (folk/US) + GODOT & THE PARASITES (Folk & Pop/Roanne) / Sonic / Lyon / 20h30 / \$8

MAR 28 OCTOBRE :

WORRIERS (Dancing punk/US) + ADEBISI SHANK (math rock/Irlande) / Sonic / Lyon

MER 29 OCTOBRE :

SUPERSONIC ROCKETSHIP + KANDINSKY / Grnd Zero Gerland / Lyon

MER 29 OCTOBRE :

MENY HELLKIN (harcrore stoner/Metz) +THE BUNCH (garage post punk/Metz) + LE PARTI (post punk/St-É) /Assommoir /St Etienne / 20h / \$5

VEN 31 OCTOBRE :

BASEMENT (noise/Bordeaux) + MENPENTI (punk rock/Marseille) + SHEEVA (grunge sombre/Marseille) / Locaux Larsen / Chambéry

SAM 1er NOVEMBRE :

Concert de soutien à la Caisse de Solidarité Lyonnaise : LA FRACTION (punk rock/Paris) +

OTAKU PARTY (one man noise/Lyon) + COCHE BOMBA (fast hardcore/Lyon-St-É) + DOSE LÉTALE (punk hardcore/St-É) + TOUJOURS RIEN (punk/St-É) + perf "...Avant la Mort" à la Friche RVI / Lyon / 20h \$3-5

DIM 09 NOVEMBRE :

ANES ET BATEAUX (cheloucore/Le Mans) + TROUBLE VS BLUE (emorock/Italie) + MAGIC BBQ (truc drôle/Tours) à la Casse de la Ferrière (38)

MER 12 NOVEMBRE :

DELAY (pop punk/US) + THESE ARE POWERS (noise punk sombre/US) + CHRIS CLAVIN (folk/US) + CHICKEN'S CALL (anarchopunk/Grenoble) à Grnd Zero Gerland / Lyon / 20H30 / \$5

JEU 13 NOVEMBRE : org : la France Pue

YAKUZA HORROR (d-beat/crust/Espagne) - /DELAY (pop punk/US) CHRIS CLAVIN (acoustic folk/US) - Assommoir Pub / 20h / \$5

VEN 14 NOVEMBRE :

THE DAD HORSE EXPERIENCE (bluegrass/Allemagne) + guests / Ramina Grobis / Rue Georges Dupré / Saint-Etienne / \$3 org : Public Elegance Limited

VEN 14 NOVEMBRE :

LIANNE HALL (folk pop punk/UK) + DARK DARK DARK (folk/US) + BELA EMERSON (violon experimental/UK) au Sonic / Lyon / 20h / \$5 org : S'Étant Chaussée & Burn Your Flag

SAM 15 NOVEMBRE :

PORKA MISERIA (punk rock/St-É) + EGOHINE (emocrust/Grenoble) + CHICKEN'S CALL (anarchopunk/Grenoble) / Casse de la Ferrière (38)

SAM 15 NOVEMBRE :

Concert de soutien au Collectif de Soutien aux Sans-Papiers : HIGH TONE (Dub/Lyon) + DESERT REBEL (world music) + L'ALAMBIK (skapunk/St-É) + LA PAGAILLE au Firmament / Firminy (42) 8-12\$

JEU 27 NOVEMBRE : org : La France Pue

Tournée antifasciste Russe avec débat/projection en présence d'antifas/Food not Bombs et concert de : WHAT WE FEEL (hardcore/Russie)

L'OISEAU MORT (hip-hop/Grenoble) et autres surprises - Bellevue Entrepot / Rue de l'Égalerie / Saint-Etienne

SAM 19 DÉCEMBRE : org : Avataria

ZERO(Lyon) + guest à Furania-6\$

LUN 21 DÉCEMBRE :

TROTTEL (freejazz punk/Hongrie) org : la France Pue

